



Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

18 | 2016

Le psychiatre, l'enfant et l'État

Entre psychiatrie et anthropologie criminelle. Les Italiens au congrès de Psychiatrie infantile de Paris

Between Psychiatry and Criminal Anthropology. The Italians at the First International Congress of Child Psychiatry in Paris

Elisabetta Benetti



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3930>

DOI : 10.4000/rhei.3930

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2016

Pagination : 167-183

ISBN : 978-2-7535-5175-6

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Elisabetta Benetti, « Entre psychiatrie et anthropologie criminelle. Les Italiens au congrès de Psychiatrie infantile de Paris », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 18 | 2016, mis en ligne le 30 novembre 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3930> ; DOI : 10.4000/rhei.3930

Entre psychiatrie et anthropologie criminelle

Elisabetta BENETTI
Université de Padoue.

Les Italiens au congrès de Psychiatrie infantile de Paris

Les médecins italiens intervenants au premier congrès de Psychiatrie infantile n'étaient pas exclusivement psychiatres mais aussi psychologues, comme Agostino Gemelli, ou spécialistes d'anthropologie criminelle comme Benigno di Tullio. Leurs interventions étaient axées autour de deux thèmes principaux : les réflexes conditionnés et la délinquance juvénile. L'article explore les interventions des Italiens en les inscrivant dans la situation complexe d'une discipline en construction et aux contours encore mal définis et ce dans le contexte politique et culturel dominant du fascisme. En ce qui concerne la délinquance juvénile, la partie la plus importante fut assurée par un spécialiste d'anthropologie criminelle qui était non seulement capable de produire des données chiffrées et une analyse quantitative mais plus encore de se faire le porte-parole des priorités du fascisme en matière de sécurité et d'ordre. Di Tullio présenta une proposition de rééducation des mineurs – les délinquants aussi bien que les prédisposés – basée sur le concept de bonification de la personne qui consistait autant dans une volonté de contrôle que de rééducation.

At the First International Congress of Child Psychiatry the Italian speakers were not only psychiatrists, but also psychologists, like Agostino Gemelli, and criminal anthropologists, like Benigno Di Tullio. The reports presented dealt with two main issues: conditional reflexes and juvenile delinquency. This article explores the contributions of Italian doctors in relation with the complicated situation of a branch of medicine that was under construction, with boundaries not yet defined and connected with the cultural and political context dominated by fascism. On the topic of juvenile delinquency, the most important role was played by B. Di Tullio who was able not only to present statistical data and quantitative analysis, but also to be the spokesman of the priorities of fascist policy such as order and security. Di Tullio presented in Paris a project of re-education of minors - young criminals and predelinquents- based on the "reclamation" of personality which was a mix between control and correction.

Mots-clés : Agostino Gemelli, Benigno di Tullio, anthropologie criminelle, bonification de la personne

Keywords : Agostino Gemelli, Benigno Di Tullio, criminal anthropology, reclamation of personality

1. Parmi ceux qui adhèrent au congrès, on trouve : Aldo Cacchione, Giuseppe Corberi, Arturo Donaggio, Agostino Gemelli, Luisa Levi, Domenico Pisani, Ettore Rieti, Benigno Di Tullio.

2. Les délégués officiels pour l'Italie étaient : Benigno Di Tullio, Aldo Cacchione, Giuseppe Corberi.

3. Ugo Cerletti (1877-1963), psychiatre, mit au point la méthode de l'électrochoc en 1938. Sur cette figure controversée, voir PASSIONE Roberta, *Ugo Cerletti e il romanzo dell'elettroshock*, Reggio Emilia, Aliberti, 2007.

4. Les membres du comité d'honneur étaient : Paolo Amaldi, Gaetano Boschi, Ferruccio Banissoni, Vittorio Challiol, Giuseppe Corberi, Arturo Donaggio, Agostino Gemelli, Eugenio Medea, Carlo De Sanctis, Corrado Tumiat, Benigno Di Tullio ; ce dernier fut également chargé de présider une session. Marco Levi Bianchini faisait partie du comité de propagande.

5. DE SANCTIS Carlo, « I riflessi condizionali in neuropsichiatria infantile », *Premier Congrès International de Psychiatrie Infantile*, I. *Rapport introductif et rapports de psychiatrie générale*, Lille, S.I.L.I.C., 1937, p. 175-187.

6. GEMELLI P. Agostino, « Les réflexes conditionnels en psychiatrie infantile », *Premier Congrès International...*, I. *Rapport introductif et rapports de psychiatrie générale...*, p. 129-147.

7. CORBERI Giuseppe, « La debolezza intellettuale come causa di criminalità infantile », *Premier Congrès International...*, III. *Rapports de psychiatrie juridique...*, p. 155-159.

8. DI TULLIO Benigno, « Sui metodi di educazione del fanciullo anormale dell'intelligenza e del carattere » *Premier Congrès International...*, II. *Rapports de psychiatrie scolaire...*, p. 185-194.

La délégation italienne qui prit part, en l'été 1937, au premier congrès international de Psychiatrie infantile se composait de plusieurs psychiatres. Certains y participèrent comme auditeurs¹, d'autres eurent un rôle plus actif durant le congrès en qualité de rapporteurs. D'autres encore tinent le rôle de délégués officiels². Chaque délégation nationale avait choisi un président honoraire : pour l'Italie, c'était Ugo Cerletti³, tandis que plusieurs psychiatres faisaient partie du comité d'honneur⁴.

À des titres divers se trouvaient là certains psychiatres s'intéressant depuis longtemps déjà à la question de l'enfance, tandis que d'autres au contraire participaient en tant que figures de proue de la psychiatrie et des disciplines limitrophes comme la psychologie et l'anthropologie criminelle.

Au premier congrès international de Psychiatrie infantile qui se tint à Paris en 1937, les Italiens proposèrent à la discussion deux sujets principaux : d'un côté, le thème des réflexes conditionnés, et de l'autre le thème de la délinquance juvénile. Sur le premier thème intervinrent Carlo De Sanctis⁵ et le père Agostino Gemelli⁶. Sur le thème de la délinquance juvénile, qui fut abordé aussi bien dans la session de psychiatrie scolaire que dans la session de psychiatrie juridique, intervinrent Giuseppe Corberi⁷ et Benigno Di Tullio⁸.

Les rapporteurs au congrès de Psychiatrie infantile étaient quatre personnalités en vue de la médecine, mais ils n'étaient pas à strictement parler psychiatres et encore moins dans le domaine de l'enfance. Giuseppe Corberi et Carlo De Sanctis étaient psychiatres, mais seul le premier s'occupait

d'enfants. De Sanctis, toutefois, montra un fort intérêt pour l'enfance qui perdura par la suite. Gemelli et Di Tullio n'étaient pas psychiatres mais avaient une formation de médecins : le premier était professeur de psychologie expérimentale, fondateur et recteur de l'université catholique de Milan ; le second était un spécialiste d'anthropologie criminelle, et ces deux disciplines, en ces années-là, ne faisaient pas bon ménage. Gemelli avait attaqué à maintes occasions l'anthropologie criminelle et la personne même de Di Tullio⁹. Géographiquement, les rapporteurs représentaient deux villes : Rome, où vivaient Di Tullio et De Sanctis, et Milan, où travaillaient Gemelli et Corberi. Deux sur les quatre venaient d'une longue expérience en instituts pour mineurs : Corberi travaillait dans un service pour enfants anormaux et se prévalait d'une expérience en tribunal pour enfants. Le criminologue Di Tullio provenait du monde universitaire mais il était aussi consultant au dispensaire de médecine pédagogique corrective qui faisait partie du centre de rééducation pour mineurs créé par la loi de 1934 instituant les tribunaux pour mineurs.

Cet article se propose d'analyser la contribution des psychiatres italiens au thème des réflexes conditionnés et à celui de la délinquance juvénile, auquel une plus grande place fut donnée par les médecins : nombreuses furent, en effet, les études, recherches et discussions qui eurent cours en Italie dès le début du xx^e siècle, aussi bien chez les psychiatres que chez les spécialistes d'anthropologie criminelle. Les psychiatres qui s'occupaient d'enfance avaient soutenu la mise en place de tribunaux pour les mineurs. La psychiatrie avait longtemps marché au côté de disciplines comme la psychologie, la pédagogie et l'anthropologie criminelle et elle avait retenu de ces disciplines suggestions et *stimuli*. On pouvait donc penser que la présence à Paris de psychiatres, de psychologues et de spécialistes d'anthropologie criminelle allait être mise en relation avec le statut interdisciplinaire de la psychiatrie infantile. En réalité, comme j'essaierai de le montrer, les choses ne se présentaient pas exactement ainsi : passée la phase du début du xx^e siècle, la psychiatrie qui s'occupait d'enfance – même si elle avait bénéficié d'expériences marquantes de la part de psychiatres – devint un terrain de conquête pour des disciplines limitrophes qui entendaient élargir leur sphère de pouvoir et d'influence. Tout cela dans le contexte politique et culturel dominé par le fascisme. L'analyse de tout ce que les médecins italiens affirmèrent au congrès de Paris, incite à regarder à l'intérieur des limites incertaines de la discipline mais aussi à l'extérieur, pour chercher à saisir les relations avec les disciplines qui lui

9. Sur l'attaque de Gemelli vis-à-vis de Di Tullio, voir MARTUCCI Pierpaolo, « Un'eredità senza eredi. L'Antropologia criminale in Italia dopo la morte di Cesare Lombroso », in MONTALDO Silvano, TAPPERO Paolo (dir.), *Cesare Lombroso cento anni dopo*, Turin, UTET, 2009, p. 291-300.

10. Par exemple ARTOM Camillo, « La vita e l'opera di P. Pavlov », *Rassegna Medica*, 1936, n° 3 e VIALE Gaetano, « I riflessi condizionati », *Rassegna clinico-scientifica*, XIII, 3, mars 1934.

11. Le compte rendu par Mario Canella de l'ouvrage de Pavlov se trouve dans la *Rivista di Psicologia*, 1928, vol. XXIV, p. 186-187 ; sur le contexte général de la psychologie dans l'entre-deux-guerres, et sur le rapport entre psychologie et fascisme voir : MARHABA Sadi, *Lineamenti della psicologia italiana, 1870-1945*, Florence, Giunti, 2003.

12. Les lettres entre G. Heuyer et A. Gemelli sont perdues ; toutefois selon les inventaires présents aux archives historiques de l'université catholique de Milan (AUC), on sait que trois lettres ont bel et bien existé entre eux et cinq entre Marguerite Badonnel, l'assistante d'Heuyer, et Gemelli. Elles ont été écrites entre et août 1937 et leur objet concernaient le Congrès de 1937.

13. ZANOBIO Alberto, « De Sanctis, Carlo », *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 39, Turin, Treccani, 1991.

14. Padre Agostino Gemelli (1878-1959), médecin, psychologue, prêtre catholique fut le fondateur de l'université catholique de Milan. Ce fut une figure très controversée à la fois pour son influence très importante au niveau culturel et aussi pour ses liens avec le fascisme. Voir Bocci Maria, *Agostino Gemelli rettore*

e francescano. Chiesa, regime, democrazia, Brescia, Morcelliana, 2003 ; VENINI Lucia, « Agostino Gemelli », in CIMINO Guido, DAZZI Nino (dir.), *La psicologia in Italia. I protagonisti e i problemi scientifici, filosofici e istituzionali (1870-1945)*, Milan, Led, 1998, p. 561-579. Sur le rôle de Gemelli autour des rapports entre psychologie et psychanalyse, voir : DAVID Michel, *La psicoanalisi nella cultura italiana*, Turin, Bollati Boringhieri, 1990, p.100-105 ainsi que LOMBARDO Giovanni Pietro, FOSCHI Renato, *La psicologia italiana e il Novecento. Le prospettive emergenti nella prima metà del secolo*, Milan, Franco Angeli, 2003.

15. AUC, Correspondance, Boîte 77, dossier 118, chemise 1112: Lettre de Gemelli à Corberi du 19 juillet 1937. Gemelli écrivait : « Cher Corberi, je suis malheureusement trop fatigué et par conséquent je ne me rendrai pas à Paris. Ça me coûte de perdre l'occasion de me retrouver un peu avec vous, mais il est nécessaire que je me repose un peu. » Au retour Corberi écrivit à Gemelli en soulignant que son absence avait été notée aussi bien au congrès de Psychologie qu'à celui de Psychiatrie infantile. AUC, Correspondance, boîte 77, dossier 119, chemise 1115 : Lettre de Corberi datée du 28.8.1937. Le psychologue romain Ferruccio Banissoni n'y participait pas pour des raisons de santé. AUC, Correspondance, boîte 77, dossier 119, chemise 1116, lettre à A. Gemelli datée du 1^{er} sept. 1937.

étaient proches, avec les réseaux internationaux des psychiatres et avec la situation politique.

LES RÉFLEXES CONDITIONNÉS POUR L'ÉTUDE DE L'ENFANCE

En 1937 en Italie, le thème des réflexes conditionnés était quasi inconnu. Les rares travaux sur ce thème relevaient de la physiologie¹⁰. En 1928, Mario Canella avait fait une recension de la traduction française de l'ouvrage de Pavlov, *Les réflexes conditionnés*, dont il avait bien saisi l'extraordinaire importance scientifique, alors que les psychologues italiens ne la comprirent pas et n'approfondirent pas le thème, du moins jusqu'à l'après-guerre¹¹. Le congrès de Paris – sur l'incitation de son organisateur, Georges Heuyer – fut l'occasion d'étudier l'applicabilité des réflexes conditionnés à la psychiatrie infantile¹². Les interventions des Italiens à Paris sur le sujet furent publiées par la suite dans la *Rivista di Psicologia*, mais il n'y eut pas avant longtemps d'autres travaux marquants sur le thème en question.

Les deux rapporteurs italiens furent Carlo De Sanctis¹³ et le père Agostino Gemelli¹⁴, lequel dut renoncer au dernier moment à participer au congrès pour raisons de santé, y envoyant toutefois son rapport¹⁵.

Le long rapport d'Agostino Gemelli présentait les expériences menées sur le thème des réflexes conditionnés dans son laboratoire par ses collaborateurs¹⁶. Il décrivait d'abord longuement les expériences menées sur les animaux, parmi lesquels les poissons, puis sur les enfants. Les conclusions de Gemelli étaient très claires : il défendait la vali-

dité des réflexes conditionnés relativement à la physiologie mais, pour ce qui concernait la psychologie, il soutenait que « les psychologues ne peuvent se satisfaire d'une telle technique, dont la très grande simplicité est inappropriée à la complexité des faits¹⁷ », lesquels, à son dire, ne se réduisaient pas à des schémas fixes. Selon Gemelli, en psychologie et en psychiatrie infantile il y avait trop de variables individuelles, de différences, de formes originales d'adaptation aux *stimuli*, de manifestations changeantes et individuelles d'intérêt, pour que les réflexes conditionnés puissent être d'un quelconque profit pour l'étude des enfants. Ses conclusions étaient lapidaires : « Ce simplisme est inapte à représenter la vie du système nerveux et *a fortiori* l'activité psychique¹⁸. »

Carlo De Sanctis intervint lui aussi sur ce thème¹⁹. Sur l'application des réflexes conditionnés à l'étude de l'enfance, il indiquait comme unique référence Sante De Sanctis, lequel avait reconnu une certaine importance au thème en question dans l'étude du développement psychique²⁰. À Paris, Carlo De Sanctis, le fils de Sante, allait reconnaître – dans le droit fil de la pensée de son père – une certaine importance aux réflexes conditionnés, qui lui semblaient utiles aussi bien pour comprendre le développement psychique de l'enfant que pour faciliter l'apprentissage, mais il ne pensait pas qu'ils puissent suffire à expliquer le développement de l'individu. De Sanctis écrivait aussi que les réflexes conditionnés étaient en général plus évidents chez les enfants que chez les adultes, chez les névropathes que chez les gens normaux.

Dans les années qui suivirent, le thème des réflexes conditionnés n'eut aucune diffusion dans la psychiatrie italienne, quand bien même Carlo De Sanctis en avait souligné partiellement la validité. Il est probable que le jugement plus net et catégorique de Gemelli avait été partagé par les autres médecins, et cela avait sûrement contribué à tenir les psychiatres italiens éloignés de la question des réflexes conditionnés.

Quelques années plus tard, ce fut Carlo De Sanctis lui-même qui se fit le porte-parole de la perplexité des psychiatres et psychologues italiens sur le sujet. Même s'il en soulignait toujours la validité partielle, De Sanctis pensait qu'en mettant trop l'accent sur les réflexes conditionnés, on courait le risque du mécanisme, d'une « trop grande simplicité, pour ne pas dire simplisme ». De Sanctis pensait que dans l'apprentissage et dans le développement psychique, le facteur individuel et la volonté d'apprendre – qui permettrait de distinguer

16. L'intervention de Gemelli fut par la suite traduite en italien et publiée dans la *Rivista di Psicologia normale e patologica* avec le titre : « I riflessi condizionali in psichiatria infantile », XXXIII, 1937, p. 133-148.

17. GEMELLI P. Agostino, « I riflessi condizionali... », *ibid.*, p. 133.

18. GEMELLI P. Agostino, « I riflessi condizionali... », *ibid.*, p. 147.

19. DE SANCTIS Carlo, « I riflessi condizionali in neuropsichiatria infantile... », *op. cit.*, p. 176-177.

20. Sante De Sanctis (1862-1935), psychiatre et psychologue fut nommé en 1906 à l'une des trois chaires italiennes de psychologie expérimentale à la faculté de médecine de l'université de Rome. À partir de 1930 il dirigea la clinique neuropsychiatrique de Rome renonçant à la chaire de psychologie qui revint à Mario Ponso. Il fut également professeur de psychologie judiciaire et criminelle pendant vingt ans auprès de l'École appliquée de Droit criminel fondée par Enrico Ferri. Il a été une figure de référence pour la psychiatrie de l'enfant italienne. Il était également le père de Carlo. Voir en particulier : DE SANCTIS Sante, *Neuropsichiatria infantile. Patologia e diagnostica*, Rome, Stock, 1925 et *Psicologia sperimentale*, 2 vol., Rome, Stock, 1929 et 1930.

nettement entre *dressage* et éducation – avaient un rôle fondamental et ne pouvaient être compris par la réflexologie. Le psychiatre écrivait :

« Ce serait revenir à un mécanisme naïf pour le moins inacceptable que de « considérer la personnalité humaine et toute notre vie psychique comme rien d'autre qu'une plus ou moins passive accumulation d'expériences, une formation automatique d'habitudes, une activité de réaction prévisible au moyen de lois physiologiques aussi complexes et intriquées soient-elles. L'éducation, la véritable éducation, surtout la formation de la personnalité dans le développement moral et dans l'intelligence critique sont bien autre chose, et un facteur indispensable en est la libre activité de l'individu, spontanée et consciente²¹. »

De Sanctis faisait siennes les motivations qui avaient été celles du père Agostino Gemelli, lequel avait montré qu'il savait influencer et guider le débat scientifique.

MINEURS DÉLINQUANTS

Le débat autour du second thème, la délinquance juvénile, fut très large et articulé, et ce fut Giuseppe Corberi qui le présenta à Paris en 1937. Corberi, médecin psychiatre, avait organisé en 1922 le service médico-pédagogique pour les enfants hospitalisés à l'hôpital psychiatrique de Mombello, près de Milan. Toujours à Milan, à partir de 1928, il était devenu consultant de l'Association nationale « Cesare Beccaria » pour l'étude des questions criminelles, et il avait soutenu la fondation du tribunal pour enfants²².

La question abordée par Corberi en particulier à Paris fut le rapport entre délinquance juvénile et insuffisance mentale. Corberi synthétisa les positions des psychiatres italiens sur ce sujet, montrant combien la réflexion avait été importante depuis des années. D'un côté, il y avait eu la position de Giulio Cesare Ferrari qui critiquait aussi bien l'expression « criminalité juvénile » que l'idée elle-même : selon Ferrari, c'était une erreur de parler de « criminalité juvénile », au sens où il ne devrait pas y avoir d'imputabilité avant la majorité dans la mesure où c'était les lois et les institutions qui causaient la criminalité juvénile, punissant les enfants au lieu de s'occuper de leur éducation, les enfermant dans des prisons avec des délinquants adultes qui devenaient des points de référence. En outre, pour Ferrari, le déficit mental chez les anormaux était presque

21. DE SANCTIS Carlo, « Educazione e riflessi condizionati », *L'educazione dei minorati*, I, n° 3, mars 1942, p. 161.

22. Un bref profil biographique de Giuseppe Corberi se trouve dans : ZOCCHI Paola, *Giuseppe Corberi*, <http://www.aspi.unimib.it/collections/entity/detail/64/> (dernière consultation : 10/02/2016).

toujours le signe d'une instruction insuffisante, souvent du fait de la pauvreté. La position de Ferrari faisait autorité mais en même temps elle avait été très discutée²³. De l'autre côté, il y avait ceux qui, comme le psychiatre Giuseppe Vidoni, soutenaient que la délinquance juvénile était constituée pour 75 % de déficients mentaux²⁴. Les psychiatres italiens avaient bien conscience qu'il fallait y voir plus clair dans ces chiffres et ils furent les premiers à se montrer perplexes devant des faits aussi discordants.

Au congrès, Corberi chercha à éclaircir la question en exposant les résultats d'une recherche menée par lui avec Ottavio Vergani sur 100 sujets entre 13 et 17 ans : ces garçons étaient en examen au tribunal pour enfants de Milan ou bien internés dans le service judiciaire du centre de rééducation annexe. Les résultats montraient une déficience intellectuelle vraie pour 35 % de ces mineurs, mais généralement il s'agissait de déficience légère. Les deux psychiatres parlaient même d'environ 10 % de « cas limites » et de 12 % de cas pour lesquels on ne pouvait exclure l'instabilité.

Plus intéressantes étaient les observations qui concernaient le sens de cette déficience mentale qui, selon Corberi, déterminait une incapacité à prévoir les « conséquences de ses propres actions²⁵ ». Corberi mettait en relation la déficience mentale avec des états d'esprit et des sentiments. En d'autres termes, le mineur présentant une déficience mentale était incapable d'imaginer l'état d'esprit qu'il avait éprouvé après avoir accompli une action délictueuse et, *a fortiori*, il était incapable d'imaginer les états d'esprit éprouvés par les personnes qui lui étaient proches, parents et fratrie, du fait du délit commis par lui.

Corberi soulignait en particulier le phénomène de « personnalisation » et « dépersonnalisation » des normes sociales. Le psychiatre expliquait ce fait psychique en faisant remarquer comment, dans l'enfance, les normes sociales étaient acceptées *via* l'autorité, en identifiant les interdits avec les personnes qui posaient ces interdits. Pour que les mineurs acquièrent de façon autonome ces notions générales, il était indispensable qu'il y ait « dépersonnalisation », c'est-à-dire que les normes soient acceptées en soi et non plus comme expression d'une personne déterminée qui les représentait. Le déficit intellectuel, selon Corberi, avait tendance à retarder ce processus ou à ne le réaliser que partiellement.

Il réaffirmait le rôle fondamental du sens social qui, en se développant peu à peu au cours de la croissance, était ce qui éloignait des actions criminelles. Famille et environnement étaient considérés comme fondamentaux dans cette

23. FERRARI Giulio Cesare, « L'O.N.M.I. e i fanciulli cosiddetti criminali », *Rivista di Psicologia*, vol. XXVIII, 1932, p. 239-242.

24. CORBERI Giuseppe, « La debolezza intellettuale come causa di criminalità infantile... », *op. cit.*, p. 156.

25. *Ibid.*, p. 157.

tâche. Il s'ensuivait évidemment que l'éducation avait un rôle-clé à jouer en facilitant le développement du sens social et du sens des règles. Corberi était d'accord avec Sante De Sanctis, le père de la psychiatrie infantile italienne, quand celui-ci soulignait que si l'éducation fait défaut, soit parce que la famille y manque soit parce que l'environnement n'est pas adapté à la tâche éducative, en conséquence « le facteur organique, même s'il n'est pas en soi déterminant, devient tel chez les enfants²⁶ ».

Dans ses conclusions, Corberi affirmait que le lien entre délinquance et déficience mentale chez les mineurs était donné pour acquis, mais que le problème du chiffre, qui montrait des écarts considérables dans les recherches, restait irrésolu. Il faisait remarquer que le nombre plus ou moins élevé de déficiences dépendait des méthodes utilisées pour le déterminer (les tests mentaux avaient tendance à donner des chiffres bien plus élevés que l'observation clinique)²⁷ mais dépendait aussi des conditions d'assistance familiale et publique, lesquelles entraînaient, là où elles étaient les plus développées, une diminution du nombre global de délits accomplis par les mineurs. Les résultats exposés par Corberi montraient le sérieux scientifique d'une grande part de la psychiatrie infantile italienne, qui toutefois, ne pouvait rivaliser, aux yeux du régime, avec des propositions beaucoup plus ronflantes et à effet, comme celles de Benigno Di Tullio.

MINEURS DÉVOYÉS ET PRÉDISPOSÉS :

RÉÉDUCATION ET BONIFICATION DE LA PERSONNALITÉ

Outre celle des mineurs délinquants, à Paris les psychiatres italiens discutèrent des questions des mineurs dévoyés et prédisposés à la délinquance. La catégorie était vaste et diversifiée, ses limites pas toujours bien définies ; elle comprenait des enfants avec des comportements et des conduites anormales mais pas illégales. La catégorie permettait de susciter l'intérêt du fascisme pour les politiques démographiques visant à protéger et renforcer la race au moyen de la ségrégation et de la réinsertion des mineurs qui auraient pu devenir délinquants. Dans ce champ officiaient, outre des psychiatres, les spécialistes en anthropologie criminelle. De ceux-ci se détachait Benigno Di Tullio, lequel se trouvait en 1937, pour des raisons personnelles, intellectuelles et universitaires, dans une phase critique de sa carrière.

26. DE SANCTIS Carlo, *Neuropsychiatria infantile...*, op. cit., p. 933.

27. Les psychiatres avaient exprimé depuis longtemps diverses critiques sur l'usage des tests mentaux comme ceux de De Sanctis. Pour le contexte italien, je rappelle : TUMIATI Corrado, *Sulla diagnosi di insufficienza mentale nei fanciulli*, Pesaro, 1914. Tumiati considérait en tout cas utile les tests de De Sanctis mais selon lui ils devaient être complétés par l'observation clinique. Concernant les critiques faites aux tests mentaux, voir également : ROSE Nikolas, *The Psychological Complex. Psychology, Politics and Society in England, 1869-1939*, Londres, Boston, Melbourne and Henley, Routledge & Kegan Paul, 1985, p. 136.

Di Tullio était un anthropologue spécialisé en criminologie, élève de troisième génération de Cesare Lombroso²⁸, secrétaire depuis 1934 de la tout nouvellement constituée *Société italienne d'anthropologie et de psychologie criminelle pour la lutte contre le crime*²⁹, qui allait être active jusque dans les années 1970 du xx^e siècle³⁰. Il se réclamait de Lombroso mais il était aussi très proche de l'endocrinologue constitutionnaliste Nicola Pende³¹, qui fut un des signataires du manifeste des savants sur la race³². En 1934, à la mort de son maître Salvatore Ottolenghi, il avait obtenu la chaire d'anthropologie criminelle à la faculté de médecine de l'université de Rome. Entre-temps il était aussi devenu secrétaire général de la Société internationale de criminologie, fondée à Paris cette même année. Deux ans plus tard, en 1936, la chaire d'anthropologie criminelle avait été supprimée dans toutes les universités³³. Et donc, à Paris en 1937, son objectif était de souligner et de réaffirmer l'importance de l'anthropologie criminelle de façon à montrer au gouvernement fasciste le prestige international de la discipline ainsi que le rôle fondamental qu'avait à jouer celle-ci dans le contrôle des enfants anormaux et potentiellement dangereux.

À Paris, Benigno Di Tullio avait expliqué comment se déroulaient le traitement et l'éducation des jeunes délinquants et des prédisposés. Il présenta les résultats obtenus en étudiant 400 mineurs au dispensaire de médecine pédagogique corrective de Rome, qui faisait partie du centre de rééducation pour mineurs, créé avec la loi de 1934 instituant les tribunaux pour mineurs³⁴. Ce dispensaire accueillait non des mineurs délinquants

28. GIBSON Mary, « La criminologia prima e dopo Lombroso », MONTALDO Silvano (dir.), *Cesare Lombroso. Gli scienziati e la nuova Italia*, Bologne, il Mulino, 2010, p. 19. Mary Gibson place Nicola Penda parmi cette troisième génération d'élèves de Lombroso.

29. L'information est donnée dans la *Rivista di psicologia*, XXX, 1934, p. 38-40, « Costituzione della Società Italiana di Antropologia e Psicologia criminale per la lotta contro il delitto ».

30. Benigno Di Tullio (1896-1979) fut un élève de Salvatore Ottolenghi et il obtint sa thèse de Médecine en 1920. De 1934 à 1936, puis de 1938 à 1940, il est chargé de l'enseignement d'anthropologie criminelle à la faculté de Médecine de Rome. Il enseigne l'Anthropologie criminelle également au sein de la faculté de droit. Il fut secrétaire dans les années 1930 de la Société internationale d'anthropologie et de psychologie criminelle. En novembre 1945, il fonda l'*Organisation Nationale pour la Protection Morale de l'Enfant*. Voir : MARTUCCI, « Un'eredità senza eredi. L'Antropologia criminale in Italia... », *op. cit.*, p. 291-300.

31. La doctrine médicale des constitutions s'était largement développée en Italie à partir de la fin du xix^e siècle. Laissant de côté le rôle des agents pathogènes ou celui des bactéries, elle se focalisait sur le rôle de la constitution physique et plus particulièrement sur le lien entre celle-ci et les manifestations biologiques

et psychiques. Nicole Pende s'inscrivait dans cette direction identifiant les biotypes à partir des rapports entre le système endocrinien et les aspects morphologiques, de l'humeur, de la volition et des facultés intellectuelles. Voir : CASSATA Francesco, *Molti sani e forti. L'eugenetica in Italia*, Turin, Bollati Boringhieri, 2006, p. 189-193.

32. FRIGESSI Delia, *Cesare Lombroso*, Turin, Einaudi, 2003, p. 388-389.

33. MARTUCCI Pierpaolo, « Un'eredità senza eredi. L'Antropologia criminale in Italia... », *op. cit.*, p. 295. Au début des années 1920, il y avait trois enseignements d'anthropologie criminelle dans les universités italiennes : Turin avec Mario Carrara, Rome avec Salvatore Ottolenghi et l'école de droit criminel avec Ferri, également à Rome.

34. La loi de 1934 qui avait institué les tribunaux pour les mineurs avait également créé diverses institutions destinées à l'accueil des mineurs : maisons de rééducation, centres d'observations, centres de redressement. Pour une évaluation du tribunal pour mineurs, voir GUARNIERI Patrizia, « Pericolosi e in pericolo. Alle origini del Tribunale dei minori in Italia », *Contemporanea*, 2, 2008, p. 195-219 et GIBSON Mary, *Nati per il crimine. Cesare Lombroso e le origini della criminologia biologica*, Milan, Mondadori, 2004, p. 289-290. Mary Gibson s'intéresse à la fois aux diverses mesures élaborées pour les mineurs détenus mais également pour les pré-délinquants.

35. Di TULLIO Benigno, « Il consultorio di Medicina Pedagogica emendativa dell'O.N.M.I. in rapporto all'igiene sociale e alla profilassi criminale precocissima », *Difesa sociale*, 1935, p. 117-124.

36. Di TULLIO Benigno, « Sui metodi di educazione... », *op. cit.*, p. 190.

37. Di TULLIO Benigno, « La delinquenza minore », *Archivio fascista di medicina politica*, II, 1928, pp. 58-60. Concernant la nécessité de créer des « Instituti di osservazione temporanea » pour les mineurs, divers psychiatres tombaient d'accord comme Luigi Roncoroni, élève de Lombroso.

38. Di TULLIO Benigno, « Sui metodi di educazione... », *op. cit.*, p. 186-187.

39. C'est précisément Di Tullio qui avait théorisé la « constitution criminelle » aussi bien pour les adultes que pour les mineurs, se référant à Lombroso, Enrico Ferri, Salvatore Ottolenghi, Mario Carrara. Di TULLIO Benigno, *La costituzione delinquenziale nella etiologia e nella terapia del delitto*, Rome, A. R. E., 1929.

mais des mineurs prédisposés à des comportements antisociaux et donc aussi à des actes criminels³⁵.

Il avait confiance dans les possibilités d'éducation et de traitement pour de nombreux anormaux et délinquants, même s'il prévenait qu'on ne devait être ni trop optimiste ni trop pessimiste.

« Il faut en fait reconnaître que chaque mineur anormal peut et doit être éduqué, si ce n'est toujours au sens strictement clinique, dans celui du moins qui a à voir avec l'utilisation sociale, pour autant que celle-ci sera rigoureusement soumise à toutes les ressources de la neuropsychiatrie infantile moderne et à celles de la plus moderne médecine pédagogique³⁶. »

Il considérait qu'il était fondamental – il l'avait déjà écrit en 1927 – de créer des « sections d'observation » où examiner les mineurs et où les mettre sous contrôle par le biais de dossiers biographiques³⁷.

Dans ces sections, créées dans les années 1930, Di Tullio avait eu le moyen d'observer les mineurs et, sur la base des faits recueillis, il les avait répartis en plusieurs groupes³⁸. Il avait utilisé la distinction entre mineurs délinquants occasionnels et mineurs délinquants constitutionnels : les premiers étaient portés au délit par les conditions environnementales, les seconds, au contraire, étaient caractérisés par un comportement criminel, favorisé aussi parfois par l'environnement³⁹. Le rôle de l'environnement fut toujours mis en avant par Di Tullio, qui chercha à montrer l'importance des facteurs sociaux à côté des facteurs biologiques. Dans la constitution délinquante des mineurs intervenaient une série de facteurs biologiques et sociaux qui

créaient ainsi un ensemble de caractères morfo-physio-psychiques donnant naissance à une prédisposition au crime, laquelle se traduisait, selon Di Tullio :

[D]ans la précocité avec laquelle on s'adonne au délit, dans la fréquence avec laquelle on commet des délits, et dans la gravité que présentent les divers délits. Il y a, en effet, des enfants qui très tôt, et sous l'influence de stimuli même légers, montrent des caractères persistants de malveillance, de perversité, d'intolérance à toute discipline, de disposition au vol, aux perversions sexuelles, à la violence, caractères que l'on ne retrouve naturellement pas chez la très grande majorité des enfants sains et normaux⁴⁰. »

Outre cette première grande distinction, le criminologue avait présenté à Paris quatre catégories : la première était composée par les mineurs en situation d'abandon moral, qui étaient portés à commettre de petits délits pour répondre à leurs besoins fondamentaux ; la deuxième catégorie était constituée par les mineurs dévoyés, définis aussi comme pseudo-anormaux : c'était le groupe le plus nombreux et leur situation était essentiellement due à des causes environnementales, qui pouvaient amener ces enfants à devenir de véritables délinquants. La troisième était constituée par les mineurs anormaux psychiques : c'était ceux qui présentaient des anormalités psychiques qui pouvaient les amener, dans des conditions environnementales défavorables, à devenir des criminels. Enfin, il y avait les mineurs prédisposés constitutionnellement à des actes antisociaux, dits aussi pervers : c'étaient les délinquants constitutionnels, qui révélaient leur nature indépendamment de l'environnement.

On voit très bien, à travers les catégories exposées, combien l'environnement familial et social était fondamental pour Di Tullio, exception faite pour les mineurs délinquants constitutionnels, chez lesquels l'issue était donnée pour certaine dans quelque environnement que ce fût.

Le groupe qui attirait le plus l'attention de Benigno Di Tullio à Paris était celui formé par les « dévoyés », c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas encore commis de délit⁴¹. À Paris, il les avait aussi qualifiés de « pseudo-anormaux », utilisant une catégorie qui, en Italie, était largement employée⁴². Et pourtant leur dangerosité, selon Di Tullio, pouvait être plus grande que celle des mineurs qui avaient déjà commis un délit. Le criminologue s'employait à décrire avec précision les symptômes du dévoiement, qui allaient de la « conduite marquée par une indiscipline persistante et forte en famille et à l'école », à l'« activité

40. Di TULLIO Benigno, *Medicina pedagogica emendativa. Guida per la rieducazione dei minorenni anormali della condotta, travati e delinquenti*, O. E. T., Rome, 1946, p. 276. Di Tullio travaillait particulièrement la constitution criminelle des mineurs en identifiant les signes distinctifs : le caractère inachevé du développement intellectuel c'est-à-dire une faible capacité d'abstraction ; le sens exagéré de sa propre personne ; « l'égoïsme et l'égoïsme et la vanité » ; le penchant aux « crises d'irritabilité » ; le penchant aux troubles affectifs et à « la froideur émotionnelle » et enfin les « anomalies de la sphère sexuelle ». Di Tullio repérait également plusieurs signes morphologiques et fonctionnels qui selon lui se trouvaient avec une fréquence très significative chez les mineurs délinquants de type constitutionnel. Di Tullio reconnaissait chez ces mineurs délinquants le symptôme « Lombroso-Di Tullio » qui consistait en une sensibilité très faible à la douleur physique, une faible affectivité et le manque de sens moral.

41. Di TULLIO Benigno, *La personalità del minore in relazione all'ambiente*, Rome, Pallotta, 1938, p. 6.

42. La définition de « pseudo-anormaux » avait été introduite par Sante De Sanctis. Voir, par exemple : *Neuropsichiatria infantile...*, op. cit., p. 961.

43. Di TULLIO Benigno, *La personalità del minore...*, *op. cit.*, p. 6-7.

44. Di TULLIO Benigno, *La profilassi della delinquenza minorile in Italia*, Rome, Pallotta, 1940, p. 14.

45. Di TULLIO Benigno, « Sui metodi di educazione del fanciullo... », *op. cit.*, p. 191.

46. Di TULLIO Benigno, « La delinquenza minorile », *Archivio fascista di medicina politica*, vol. II, 1928, p. 58-60.

47. Di TULLIO Benigno, « Sui metodi... », *op. cit.*, p. 192.

48. *Ibid.*, p. 193.

antisociale se traduisant par des petits larcins », en passant par l'« activité sexuelle anormale du point de vue quantitatif et qualitatif⁴³ ». Quelques années plus tard, en 1940, Di Tullio donnera de ces enfants dévoyés une description encore plus précise :

« Il s'agit d'enfants qui en famille manquent de respect à leurs parents, sont « entêtés et tyranniques, se bagarrent facilement et recourent régulièrement à des actes de violence, sont fortement menteurs et non sincères, se montrent peu affectueux envers leur famille, s'éloignent fréquemment et bien souvent fuient de chez eux, volent facilement argent et objets de valeur, et chez qui il n'est pas rare que la personnalité elle-même présente des déviations, qualitatives et quantitatives⁴⁴. »

Devant une symptomatologie aussi vaste, Di Tullio était toutefois optimiste ; il soutenait que dans 99 % des cas pris à temps grâce à la collaboration avec les familles et avec les écoles, on pouvait ramener le mineur sur la bonne voie.

Quel type d'éducation et de traitement devait-on proposer pour les jeunes délinquants et surtout pour les dévoyés ? Avant toute chose, on devait les séparer des enfants de même âge et les éloigner de l'école commune, parce qu'ils étaient un mauvais exemple et, en outre, parce qu'ils devaient être soumis à des systèmes pédagogiques spéciaux. Le traitement à mettre en œuvre, selon Di Tullio, était celui d'une « bonification de leur personnalité individuelle⁴⁵ » – surtout s'il s'agissait de mineurs délinquants constitutionnels – mise en œuvre en utilisant aussi bien les traitements médicaux que les traitements psychothérapeutiques⁴⁶, corrigeant les éventuelles déviations de développement physique comme psychique dans le but de « détruire et éliminer toutes ces altérations physio-psychiques », qui étaient généralement « l'expression de faiblesses constitutionnelles », de prédispositions à des maladies variées, d'états endocrinopathiques, de processus toxiques, d'infections⁴⁷. Il s'agissait d'arriver à assainir le « terrain organique » pour le rendre « sensible à l'influence bénéfique des normes éducatives⁴⁸ ». La méthode fondamentale, d'ordre biologique-clinique, devait être complétée par la méthode psycho-pédagogique, à laquelle il incombait d'orienter les tendances individuelles. Ces méthodes psycho-pédagogiques, qui comprenaient aussi psychanalyse et psychothérapie, revêtaient selon Di Tullio une importance particulière surtout dans l'éducation des mineurs dévoyés ou anormaux de la conduite, parce qu'elles devaient essentiellement « éliminer

les complexes affectifs à contenu antisocial » et créer ainsi des liens d'affect, d'identification, d'émulation entre les mineurs et les éducateurs, « favorisant les processus de sublimation du sens social⁴⁹ ».

Un autre outil fondamental était constitué par l'ergothérapie, c'est-à-dire la thérapie du travail qui, pour les mineurs, devait être mise en œuvre en suivant leurs dispositions, de façon à la rendre « agréable comme un jeu ». Un autre outil de rééducation pédagogique – qu'il théoriserait deux années plus tard, en 1940 – était celui de l'« intimidation fortement bénéfique » qui s'exerçait en inculquant aux mineurs la crainte de la possibilité d'un internement obligatoire⁵⁰.

Le programme éducatif exposé à Paris par Di Tullio montre la proximité et les influences du constitutionnalisme et de la biotypologie de Nicola Pende⁵¹, à partir de la notion de « bonification humaine ». Biotypologie et orthogénèse étaient les mots-clés de l'eugénique de Pende⁵². La tâche principale de la biotypologie était d'identifier et de mesurer les caractéristiques individuelles et psychophysiques (ce qu'il appelait les « biotypes individuels⁵³ ») afin que l'État puisse s'en servir. L'orthogénèse devait contrôler et corriger le développement des enfants en relation avec les modèles définis par le régime fasciste. Selon Pende, il était essentiel de s'occuper du caractère des enfants en tant qu'ensemble de caractéristiques telles que force de volonté, attention, pouvoir de concentration, résistance. Sans un développement adéquat de ces aspects, beaucoup d'enfants devenaient paresseux, inéducables, anormaux ou délinquants⁵⁴.

APRÈS PARIS

La psychiatrie infantile italienne à Paris n'apparaissait certes pas comme une discipline avec un statut clair : du reste, le terme même de « psychiatrie infantile » n'avait jamais été utilisé en Italie avant 1937 et il serait très peu utilisé aussi par la suite⁵⁵. En outre, dans la délégation italienne le rôle principal fut tenu par un anthropologue criminologue, et cela semble un autre fait caractéristique que l'on peut expliquer en considérant plusieurs facteurs : en premier lieu, la psychiatrie s'intéressant à l'enfance apparaissait en difficulté après la mort, au milieu des années 1930, de certaines de ses figures de proue, comme Sante De Sanctis et Giulio Cesare Ferrari. La phase innovatrice et vivace du début du xx^e siècle était visiblement en bout de course. En second lieu, les congrès nationaux de médecine pédagogique, dans lesquels les psychiatres intéressés par

49. *Ibid.*, p. 194.

50. DI TULLIO Benigno, *La profilassi della delinquenza minorile in Italia...*, *op. cit.*, p. 14.

51. PENDE Nicola, *Bonifica umana razionale e biologia politica*, Bologne, Cappelli, 1933. Sur Pende, voir : CASSATA, *Molti sani e forti...*, *op. cit.*, p. 188-211.

52. Sur l'eugénique en Italie, voir : CASSATA Francesco, *Eugenetica senza tabù. Usi e abusi di un concetto*, Turin, Einaudi, 2015 ; CASSATA Francesco, *Building the New Men. Eugenics, Racial Science and Genetics in Twentieth-Century Italy*, Budapest-New York, Central European University Press, 2011 ; MANTOVANI Claudia, *Rigenerare la società. L'eugenetica in Italia dalle origini ottocentesche agli anni Trenta*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2004.

53. PENDE Nicola, *Bonifica umana razionale...*, *op. cit.*, p. 73-96.

54. PENDE Nicola, *Trattato di biotipologia umana individuale e sociale - con applicazioni alla medicina preventiva, alla clinica, alla politica biologica, alla sociologia*, Vallardi, Milan, 1939, p. 466-67.

55. Jusqu'à la fin des années 1930, le terme de pédopsychiatrie était privilégié.

l'enfance avaient eu un rôle fondamental, ne s'étaient plus tenus après 1933 et les occasions de confrontation pour les médecins s'étaient réduites.

Que sur tout cela ait pesé la politique fasciste, c'est indéniable et non pas tant parce que le fascisme était directement intéressé par le fait de guider et de conditionner les positions théoriques et les recherches scientifiques de la psychiatrie infantile. Le conditionnement, qu'il y eut bien entendu, se montra plus voilé et indirect, fait de promesses non tenues et de réalisations manquées, de financements réduits, sporadiques et sous forme d'octrois. Certains psychiatres de l'enfance avaient tenu des rôles-clés dans les institutions fascistes, mais de fil en aiguille une distance progressive était apparue entre certains d'entre eux et le fascisme⁵⁶. Cette situation retomba sur le climat intellectuel dans lequel opéraient les psychiatres. Dans les années 1930, la psychologie, selon l'historien de la discipline Sadi Marhaba, n'enregistra pas dans les congrès internationaux d'interventions marquantes de la part des représentants italiens, qui semblèrent au contraire de plus en plus intéressés à y prendre part pour des questions de prestige national plus que par curiosité scientifique⁵⁷. Plusieurs disciplines, parmi lesquelles la psychiatrie, connurent une situation semblable.

Fondamental fut le rôle qu'assurèrent les *anthropologues criminologues* italiens. Comme l'a écrit Delia Frigessi, les élèves de Lombroso – dont Benigno Di Tullio – prétendaient, même à travers des références à leur maître, représenter le summum de la criminologie scientifique, tandis qu'en réalité, ils étaient plus préoccupés d'en montrer l'importance pour le régime fasciste dans le but « de renforcer ou maintenir comme ils pouvaient leur pouvoir en se raccrochant au passé », qui toutefois était grandement dénaturé, oubliant la vocation réformatrice de la réflexion lombrosienne sur la société, son socialisme, son opposition au militarisme et au colonialisme⁵⁸.

En 1940, Guido Landra – l'un des principaux théoriciens du racisme biologique – publia avec Agostino Gemelli et Ferruccio Banissoni un volume intitulé *Antropologia e psicologia*. Landra y retraçait synthétiquement l'histoire de l'anthropologie criminelle, faisant remarquer que « dans ce champ, malheureusement, l'influence judaïque de l'école de Cesare Lombroso a été quasi absolue ». Landra rappelait aussi la personnalité et les travaux de Benigno Di Tullio « qui a cherché pour une bonne part à se détacher de l'école lombrosienne⁵⁹ ». En réalité, en lisant Di Tullio, on n'a pas tant l'impression qu'il se soit détaché de l'école lombrosienne, mais qu'il a bien plutôt cherché à en camoufler certains

56. Je rappelle que parmi ces psychiatres, Sancte de Sanctis avait eu des fonctions importantes dans l'Œuvre nationale de la maternité et de l'enfance. Un de ses articles de 1935 montre cependant une prise de distance et une attitude critique à l'égard de la loi de 1934 – qui instituait les tribunaux pour les mineurs. DE SANCTIS Sante, « Date memorabili nell'assistenza ai minorenni traviati e delinquenti, in Italia », *L'Igiene Mentale*, XV, 1935, n° 1, p. 2-7.

57. C'est ce que soutient MARHABA Sadi, *Lineamenti della psicologia...*, op. cit., p. 93-96.

58. FRIGESSI Delia, *Cesare Lombroso...*, op. cit., p. 388-389.

59. LANDRA Guido, GEMELLI P. Agostino, BANISSONI Ferruccio, *Antropologia e psicologia*, Milan, Bompiani, 1940, p. 221.

aspects, mettant en lumière en même temps le rôle de l'environnement, et accueillant des stimulations venant de la criminologie internationale.

De fait, Di Tullio était assez habile pour saisir les thèmes qui intéressaient le fascisme : de la « régénération » à la « bonification humaine » appliquée aux enfants – délinquants, dévoyés, anormaux –, en passant par la suprématie de la fonction de protection de l'ordre et de la sécurité sur la fonction d'aide à l'enfance défavorisée⁶⁰. Le lexique utilisé par Di Tullio à Paris était caractérisé par des termes comme « bonification », « bataille », « terrain » : la référence aux politiques du fascisme était immédiate. La capacité du fascisme à être omniprésent résidait aussi en cela. Le problème des enfants défavorisés et des jeunes délinquants était devenu un champ de bataille où appliquer les nouvelles prodigieuses découvertes de la science orthogénétique et de l'anthropologie criminelle, grâce à des médecins qui s'étaient mis au service de ces logiques.

En 1941, Dino Grandi, ministre de la Justice, publia *Bonifica umana*. Dans les deux volumes il fit une large place aux positions des disciples de Lombroso, cherchant à montrer tout ce que la législation fasciste devait à leurs travaux. En ce qui concerne la question et la législation relative aux mineurs, les pages de Grandi mettaient l'accent sur les tâches de prévention, le traitement pour les mineurs et les fonctions de rééducation, « le déplacement du problème du champ pénal au champ social⁶¹ ». À y regarder de plus près, toutefois, comme on a essayé de le montrer, l'imbrication était plus complexe. Les pages consacrées aux établissements pour mineurs – maisons de rééducation, centres de redressement, prisons spéciales⁶² – montraient bien comment, dans la distinction et ramification complexe des catégories d'enfants qui pouvaient y être admis, la fonction de contrôle social était prédominante. Cet aspect est encore plus évident s'agissant des mineurs dévoyés et en danger moral : pour ceux-là, il fallait mettre en œuvre des mesures de tutelle de façon à prévenir la délinquance. Au nom d'un lien de cause à effet entre les enfants en danger moral et les futurs délinquants, on donnait la priorité à la fonction de protection de la société sur la fonction de protection de l'enfant, même si on déclarait agir pour sa défense et pour son bien. Les enfants étaient perçus comme un danger et de ce danger, la société devait se défendre. Significative était la voie prise pour garantir la sécurité : il s'agissait de les contrôler, de faire des diagnostics précoces, de les isoler dans des instituts⁶³.

Mineurs anormaux et jeunes délinquants étaient une des priorités récurrentes dans le débat scientifique et politique : toute une section du premier

60. Une évaluation intéressante des politiques fascistes d'assistance se trouve dans QUINE Maria Sophia, *Italy's Social Revolution: Charity and Welfare from Liberalism to Fascism*, New York, Palgrave, 2002, p. 289-302.

61. GRANDI Dino, *Bonifica umana*, Rome, Impr. delle mantellate, Rome, 1941, vol. I, p. 281.

62. GRANDI Dino, *Bonifica umana...*, *ibid.*, p. 293-297.

63. *Ibid.*, p. 298-300.

64. *Atti del I Congresso Internazionale di Criminologia*, Rome, Impr. delle Mantellate, 1939. Le Congrès visait à comprendre les causes de la délinquance juvénile et il y eut diverses interventions sur les rapports entre milieu et hérédité. Il y fut également évoqué l'élaboration d'une classification internationale de la délinquance juvénile.

65. HEUYER Georges, BADONNEL Marguerite, « Etiologie de la délinquance infantile », *Atti del I Congresso Internazionale...*, vol. II, p. 159-187.

66. FONTES Victor, « Relação », *Atti del I Congresso Internazionale...*, vol. II, p. 135-144. Sur les relations entre Fontes et les psychiatres et criminologues italiens, voir MARQUES FILIPE Angela, « The Rise of Child Psychiatry in Portugal: An

Intimate Social and Political History, 1915-1959 », *Social History of Medicine*, 27, n° 2, 2014, p. 326-348.

67. GUARNIERI Patrizia, « Pericolosi e in pericolo... », p. 219. L'historienne reconstruit la naissance du tribunal pour mineurs institué en 1934 et montre comment la loi fasciste fut plus intéressée à protéger les adultes des mineurs contrairement avec le débat culturel et politique de la période de l'Italie libérale (période de l'avant Première Guerre mondiale).

68. DI TULLIO Benigno, « La personalità del minore... », *op. cit.*, p. 8.

69. DI TULLIO Benigno, *La profilassi della delinquenza minorile in Italia...*, *op. cit.*, p. 19.

congrès international de Criminologie, qui se tint à Rome du 3 au 5 octobre 1938, leur fut consacrée⁶⁴. À ce congrès, organisé par Di Tullio en étroite collaboration avec divers représentants du fascisme – dont Giovanni Novelli, directeur général des instituts de prévention et de peine, et président de la section de la cour de cassation, et aussi Arrigo Solmi, ministre de la Justice – furent invités divers psychiatres présents en France en 1937 : Georges Heuyer – qui intervint sur l'étiologie et les origines de la délinquance infantile⁶⁵ –, Victor Fontes – qui présenta les causes de délinquance juvénile en s'inspirant fortement des auteurs italiens⁶⁶ – et naturellement de nombreux psychiatres italiens comme De Sanctis, Giuseppe Pellacani, Arturo Donaggio, Ottavio Vergani, Ettore Rieti. La voie choisie, qui s'était profilée à Paris en 1937 et se renforça dans les années qui suivirent, fut celle qui consista à mettre l'accent sur les notions d'ordre et de protection de la sécurité plutôt que sur les tâches d'assistance à l'enfance⁶⁷.

Pour Di Tullio, les finalités à poursuivre étaient claires, à savoir qu'il s'agissait de « gagner et reconquérir un précieux matériel humain », chose qui avait « une grande importance du point de vue hygiénique, social, démographique, politique⁶⁸ ». Dans le champ de la délinquance juvénile aussi – constitué de prédisposés, d'anormaux, de dévoyés, de pervers – le fascisme remporterait la plus profonde et complète victoire, « dans l'intérêt de la bonification humaine de la Nation et de la défense de la Race, grâce à la collaboration entre ministère de la Justice, ministère de l'Éducation nationale et Parti⁶⁹ ». La bataille que mena Di Tullio à travers les congrès internationaux aboutit

en 1938 à un premier résultat : la chaire d'anthropologie criminelle lui fut réattribuée par le ministre de l'Éducation nationale, Giuseppe Bottai.

Après la chute du fascisme, Di Tullio poursuivit son activité, toujours préoccupé par la question de la délinquance juvénile, qui lui apparaissait comme un problème plus vaste que ce que l'on pouvait penser parce qu'il comprenait non seulement les conduites délictueuses mais aussi les « formes aberrantes de comportement qui, même si elles n'atteignaient pas les extrémités juridiques du crime, constituaient un ensemble d'activités et d'actions plus ou moins fortement dommageables pour l'individu et pour la société, et représentaient dans de nombreux cas de véritables équivalents délictueux⁷⁰ ». Pour Di Tullio, la question de la délinquance juvénile – comme nous le savons déjà – concernait non seulement les mineurs auteurs de délits mais aussi les mineurs en état de dévoiement et les mineurs en danger moral. Ces deux derniers groupes attiraient en particulier son attention et c'était pour eux qu'on devait mettre en œuvre des mesures pour prévenir la délinquance.

On compte malheureusement par dizaines et dizaines de milliers les enfants « qui, encore aujourd'hui en Italie, comme du reste dans tous les pays les plus riches et les plus grands, vivent avec des comportements caractérisés par l'oisiveté, l'indiscipline, les bagarres, la rébellion, la violence, le vol, le vagabondage, le compérage, une sexualité précoce, etc. sans que pour eux la famille, l'école, la société soient en mesure de prendre les dispositions nécessaires pour éviter leur progressive dégradation morale⁷¹. »

Toutes paroles déjà lues et entendues. Avec le changement politique, toutefois, la visée changeait aussi : il ne s'agissait plus de mettre l'accent sur les tâches de « bonification humaine » et de défense de la race, que le fascisme avait réalisées, au moins partiellement ; il s'agissait plutôt de « pouvoir assurer à la société un nombre de plus en plus grand d'hommes vraiment bons [...] et de créer ainsi la prémisse essentielle pour le développement d'un meilleur avenir pour l'humanité tout entière⁷² ».

C'est pour ces raisons que Di Tullio, notant combien le phénomène de la délinquance juvénile en Italie avait pris des aspects tragiques, déclara qu'il avait décidé de prendre des mesures d'urgence en fondant l'Organisation nationale pour la protection morale de l'enfant, qui devait se ramifier dans toutes les provinces italiennes⁷³.

70. DI TULLIO Benigno, « Il problema della delinquenza minorile in Italia », *Ragazzi d'oggi*, II, 1, janv. 1951, p. 3-6.

71. *Ibid.*, p. 4.

72. *Ibid.*, p. 6.

73. L'Organisation nationale pour la protection morale de l'enfant (Ente Nazionale per la Protezione Morale del Fanciullo) fut fondée en 1946 en tant qu'institution privée et fut reconnue d'utilité publique en 1949. Elle est restée active jusque dans les années 1970. Pour de plus amples informations : PATRIARCA Silvana, « Fear of Small Numbers: 'Brown Babies' in Postwar Italy », *Contemporanea*, XVIII, n° 4, 2015, p. 557-558. Voir également MINESO Michela, (dir.), *Welfare e minori. L'Italia nel contesto europeo del Novecento*, Milan, Franco Angeli, 2011, p. 192-193.